



FLASH DE CONJONCTURE



FIN FEVRIER 2021 - N°02/2021

SYNTHESE

L'activité économique nationale bénéficie de la poursuite de la mise en œuvre des mesures de soutien aux entreprises et aux populations, de l'optimisme des investisseurs lié au démarrage de la vaccination ainsi que de la poursuite de la réalisation des grands projets publics d'investissement.

Au niveau sectoriel, sur les deux premiers mois de l'année 2021 et comparativement à la période correspondante de 2020, le secteur primaire enregistre un accroissement de la plupart des cultures d'exportation, à l'exception du sucre. S'agissant du secteur secondaire, la production industrielle s'affiche en baisse alors que le BTP devrait repartir en hausse après une évolution mitigée au cours de l'année 2020.

Dans le secteur tertiaire, hormis le transport aérien qui affiche un nombre de passagers commerciaux encore largement en deçà de son niveau à fin février 2020, toutes les autres composantes connaissent une augmentation d'activité.

Des tensions persistent au niveau des prix à la consommation qui croissent de 2,8%, en relation avec le relèvement des prix des produits comestibles (+4,3%) et de ceux des produits non comestibles (+2,1%).

Le nombre de salariés du secteur formel s'accroît de 6,3% à fin février 2021, en glissement annuel, continuant de bénéficier de l'effet de la régularisation des salariés non déclarés à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) intervenue dans le courant de l'année 2020. Cette hausse résulte de l'augmentation de l'effectif des salariés du secteur public de 7,2% et de ceux du secteur privé de 6,1%.

La situation des finances publiques est caractérisée par une hausse des recettes fiscales (+13,1%) et des recettes non fiscales (+29,5%) ainsi que par une augmentation des dépenses totales (+15,4%) en dépit du repli des dépenses d'investissement (-43,2%). Le solde budgétaire ressort excédentaire de 129,5 milliards.

Concernant le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations en valeur progressent de 21,8% alors que les importations en valeur se contractent de 9,1%. Il en ressort un excédent commercial de 846,0 milliards de FCFA et les termes de l'échange s'améliorent de 18,6%, grâce à la hausse des prix à l'exportation (+11,6%) et au fléchissement de ceux à l'importation (-5,9%).

La masse monétaire au sens large (M2) augmente de 22,1% (+2 378,2 milliards de FCFA) à fin février 2021, en glissement annuel, sous l'effet de la consolidation à la fois des actifs extérieurs nets de 56,6% (+1 388,9 milliards de FCFA), des créances nettes sur l'Administration Centrale de 19,2% (+571,8 milliards de FCFA) et des créances sur l'économie de 11,0% (+795,4 milliards de FCFA).

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indices BRVM 10 et BRVM composite reculent respectivement de 14,0% et 8,8% en moyenne sur les deux premiers mois de l'année 2021, en glissement annuel.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Au niveau mondial, l'économie est marquée par la poursuite de la reprise des activités dans les principaux pays, notamment aux Etats-Unis et dans la totalité des économies émergentes. En Europe, la situation est restée plus irrégulière, du fait des importantes restrictions toujours en vigueur pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

Selon les prévisions publiées le 11 avril 2021 par le Fonds Monétaire International (FMI), le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial devrait connaître un rebond de 6,0% en 2021 supérieur à la progression de 5,5% prévue précédemment et après une contraction de 3,3% en 2020. La révision à la hausse de la prévision de croissance du PIB s'explique par la prise de nouvelles mesures de soutien budgétaire dans quelques grands pays, par l'adaptation continue de l'activité économique à une mobilité réduite et par des anticipations d'une normalisation de l'environnement économique en cas de succès de la vaccination au niveau mondial.

Au niveau des pays avancés, le PIB devrait croître de 5,1% après une contraction de 4,7% en 2020. Cette reprise de l'activité serait observée dans la plupart des pays. Ainsi, les PIB des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la zone euro devraient rebondir respectivement de 6,4%, 5,3% et 4,4% en 2021 après des replis respectifs de 3,5%, 9,9% et 6,6% en 2020.

Dans les pays émergents et pays en développement, le PIB devrait augmenter de 6,7%. Il serait impulsé, entre autres, par un regain de 12,5% de l'activité en Inde et une consolidation de la croissance du PIB chinois qui devrait s'établir à +8,4% après +2,3% en 2020. En Afrique Subsaharienne,

la hausse du PIB se situerait à 3,4% après une contraction de 1,9% en 2020.

En ce qui concerne le PIB de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), il s'établirait à 5,9% en 2021.

Le marché des matières premières bénéficie, quant à lui, de l'optimisme lié à la progression de la vaccination. Ainsi, en variation moyenne mensuelle, après avoir reculé au mois de janvier 2021, le cours du cacao se redresse en février (+0,6%). De même, le cours moyen du pétrole brut poursuit sa reprise après sa forte baisse au mois d'avril 2020 (-42,0%). Il s'accroît de 13,7% en février 2021 sous l'effet de l'annonce, par l'Arabie Saoudite, d'une réduction volontaire de sa production de pétrole brut d'un million de barils par jour au cours des deux prochains mois. Quant aux cours du coton (+6,3%), du café (+3,1%), du caoutchouc (+6,3%) et de l'huile de palme (+3,2%), ils poursuivent leur bonne orientation observée depuis le mois de septembre 2020.

En ce qui concerne l'or, son cours fléchit de 3,1% en variation mensuelle, après avoir atteint un niveau historique de 1 968,0 dollars l'once au mois d'août 2020. Ce fléchissement du prix de l'or est dû à la hausse du dollar américain.

En glissement annuel, les cours du cacao (-9,8%) et du pétrole brut (-1,8%) sont en baisse. En revanche, ceux du café (+12,5%), du coton (+15,5%), du caoutchouc (+14,0%), de l'huile de palme (+39,3%) et de l'or (+16,4%) se raffermissent.

Sur le marché des changes, comparé au mois précédent, l'Euro se déprécie en février 2021 par rapport au dollar US (-0,6%), à la livre sterling (-2,2%), au yuan renminbi

(-0,8%) et au rand sud-africain (-3,1%). En revanche, la monnaie européenne s'apprécie par rapport au yen (+0,9%).

Au plan national, l'indice du climat des affaires est en amélioration depuis le début de l'année 2021. Il a atteint 101,64 au mois de février contre 97,21 en décembre 2020, soit un gain de 4,4 points. En outre, il se situe au-dessus de sa tendance de long terme pour la première fois depuis un an. Cette embellie est en relation avec la poursuite de l'exécution des grands projets publics d'investissement et de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus 2019 ainsi que du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) dont l'objectif est de réduire l'impact de la pandémie sur les entreprises et les populations.

A cet effet, la Banque Mondiale a approuvé un prêt d'un montant de 300 millions de dollars US, soit 166,1 milliards de FCFA, en faveur de la Côte d'Ivoire, pour soutenir la riposte à la Covid-19 et la relance du secteur privé. Cet appui budgétaire permettra

spécifiquement de : (i) atténuer les difficultés de liquidités des PME, (ii) faciliter l'accès aux équipements médicaux en réponse à la pandémie, et (iii) soutenir davantage les ménages vulnérables touchés par la Covid-19.

S'agissant des PME, l'effectivité du fonds de garantie des crédits aux PME mis en place par le Gouvernement permettra notamment : (i) d'octroyer des crédits bancaires aux PME avec une garantie pouvant atteindre 200 millions de FCFA, (ii) d'améliorer l'accès des PME aux marchés publics par l'octroi de garantie sous forme de caution, et (iii) de participer au règlement des bons de commande et factures des PME par la mise en place de garantie fournisseur et client.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19, la Côte d'Ivoire a reçu 554 000 doses de vaccins Astra Zeneca dont 504 000 doses dans le cadre de l'initiative Covax et 50 000 de l'Ambassade de l'Inde.

*Réalisations à fin février 2021 comparées à celles à fin février 2020, sauf indication contraire.
Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.*

1 SECTEUR REEL

Les différents secteurs d'activités connaissent des évolutions contrastées sur les deux premiers mois de l'année 2021, en glissement annuel.

1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire est caractérisé par la bonne tenue de l'agriculture d'exportation qui enregistre une hausse des productions de noix de cajou (+275,0%), de coton graine (+7,9%), d'ananas (+39,3%) et de

banane dessert (+8,1%). A l'inverse, la production de sucre se contracte de 7,4%.

La production de **noix de cajou** bénéficie (i) de bonnes conditions climatiques qui ont favorisé une meilleure floraison du verger, (ii) de la subvention des plants de cajou greffés à haut rendement et (iii) du contrôle des sorties frauduleuses par les frontières terrestres. Pour la campagne 2021, le prix plancher d'achat au producteur de la noix de cajou bien séchée et bien triée est fixé à 305 FCFA le kilogramme contre 400 FCFA la campagne précédente, soit une baisse de 23,8%.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation (en tonnes)

	2 mois 2020	2 mois 2021	Variation (%)
Noix de cajou	20 205,4	75 766,0	275,0
Ananas	11 306,5	15 746,3	39,3
Banane dessert	85 422,3	92 370,0	8,1
Coton graine	231 996,2	250 379,3	7,9
Sucre	78 797,5	72 994,3	-7,4

Sources : DGE, OPA, MINADER

La filière **coton graine** tire avantage de l'accroissement des superficies cultivées. Pour la campagne 2020-2021, le prix d'achat bord champ est maintenu à 300 FCFA le kilogramme.

Les filières **ananas** et **banane-dessert** bénéficient de l'allègement des mesures barrières et d'une meilleure organisation pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

1.2 Secteur secondaire

L'activité dans le secteur secondaire est marquée par la contraction de l'activité industrielle.

En moyenne sur les deux premiers mois de l'année 2021, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) se contracte de 7,2% par rapport à la période correspondante de 2020. Cette contreperformance est due aux baisses d'activités enregistrées au niveau des « industries extractives », (-8,1%) et des « industries manufacturières » (-9,7%). Toutefois, ces replis sont amoindris par la progression des industries environnementales (+8,5%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+4,9%).

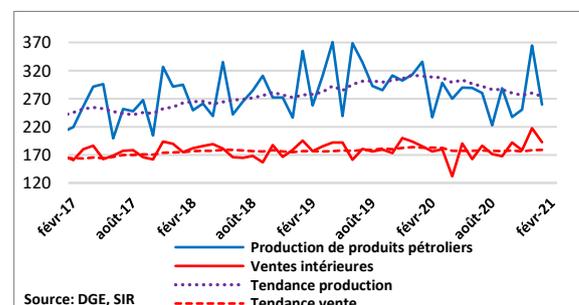
Les industries manufacturières pâtissent entre autres, du retrait d'activités des

divisions « fabrication de produits alimentaires » (-8,7%), « activités de fabrication de textiles » (-3,8%), « travail du cuir : fabrication d'articles de voyage et de chaussures » (-12,8%), et « raffinage pétrolier, cokéfaction » (-37,7%).

En effet, la production de produits pétroliers fléchit de 7,5%, sous l'effet conjugué de la baisse des exportations de 27,7% et de la hausse de la consommation nationale de 5,3%.

Quant aux industries extractives, elles subissent le repli de la production de diamant (-13,4%), d'or (-2,8%), de manganèse (-30,7%) et de nickel (-25,6%) dans la division « extraction de minerais métalliques ». De même, la division « extraction d'hydrocarbures » poursuit la tendance baissière enregistrée depuis l'année 2020. Ainsi, la production de pétrole brut recule de 16,8% en raison de la déplétion naturelle des champs CI-11 et CI-26 qui se sont contractées respectivement de 45,6% et 52,6%. Elle subit également le retard accusé dans le démarrage des investissements prévus, du fait de la faiblesse des cours. Quant à l'extraction de gaz naturel, elle se contracte de 1,7%.

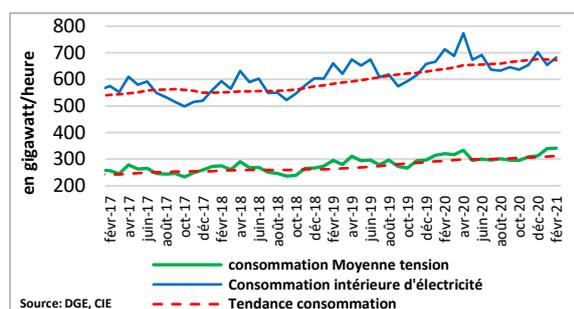
Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



Dans la branche des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau », la production nette d'électricité s'accroît de 1,2%, tirée par l'électricité de source thermique qui

progressive de 2,2% tandis que celle de source hydraulique baisse de 0,9%. Toutefois, la consommation intérieure et les exportations se replient respectivement de 3,1% et 10,2%. Les ventes intérieures pâtissent du repli de la consommation d'électricité de basse tension de 11,9% tandis que la consommation d'électricité de moyenne tension augmente de 7,1%.

Graphique 2 : Evolution de la production d'électricité



En ce qui concerne le BTP, il devrait connaître un redressement après une année 2020 morose. Il profiterait notamment de l'accélération de l'exécution des projets d'infrastructures contrariés par la crise sanitaire et du démarrage de nouveaux chantiers. Il s'agit, entre autres, de (i) la réhabilitation des Tours C, D et E de la cité administrative, (ii) la construction de la bibliothèque de la renaissance africaine, (iii) le projet "Place de la Nation" constitué de deux tours de bureaux sur 3 ha, un centre commercial de 26 000 m² et un hôtel 5 étoiles.

1.3 Secteur tertiaire

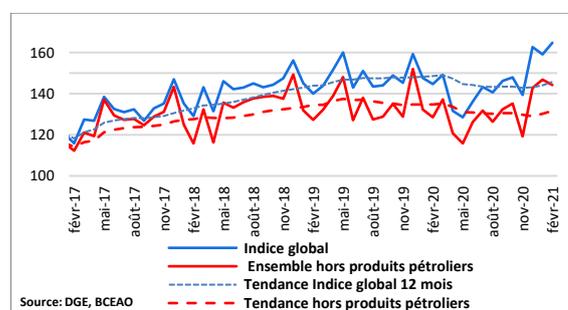
Dans le secteur tertiaire, la reprise se consolide progressivement dans la plupart de ses composantes, en lien avec l'allègement des mesures de lutte contre la Covid-19.

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail s'accroît de 10,8% à fin février 2021 du fait de la bonne tenue des ventes

dans toutes les branches. Hors produits pétroliers, l'ICA progresse de 11,6%.

S'agissant de l'indice des services marchands, il augmente de 14,9% en glissement annuel au mois de février 2021, après un accroissement de 10,3% en janvier. Ce dynamisme des services marchands est soutenu notamment par la progression de l'indice du chiffre d'affaires des services financiers de 10,8% en février 2021 et 10,6% en janvier 2021, en glissement annuel.

Graphique 3 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Le transport routier serait bien orienté, en ligne avec l'accroissement de 10,0% de la consommation des carburants « super » et « gasoil ».

Au niveau du transport aérien, malgré l'amorce d'une reprise, le nombre de passagers commerciaux s'affiche à 179 596, en retrait de 41,3% par rapport au niveau de la période correspondante de 2020. Cette baisse qui est ressentie dans l'ensemble des destinations, s'explique par le fait que l'an dernier à cette période, la Covid-19 n'avait pas encore pris de l'ampleur. Par conséquent, le trafic national ainsi que le trafic vers l'Europe, la CEDEAO, et le reste de l'Afrique se contractent respectivement de 15,4%, 46,9% et 41,6%. Aussi, le trafic vers l'Amérique du Nord n'a toujours pas repris.

Dans le transport maritime, le trafic global de marchandises augmente de 5,7% en lien

avec les bonnes performances enregistrées à la fois au Port d'Abidjan (+5,0%) et au Port de San Pedro (+9,3%). L'activité au Port d'Abidjan est soutenue par l'accroissement du trafic national (+3,7%), du transit (+11,6%) et du transbordement (+29,5%). S'agissant du Port de San Pedro, la hausse est portée essentiellement par le trafic national qui s'accroît de 21,9%, toutefois, amoindrie par le recul de 74,1% des activités de transbordement.

Le trafic total de marchandises, au niveau du transport ferroviaire, augmente de 9,9%, boosté par les échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui progressent de 11,9%. Par contre, le trafic intérieur recule de 23,6%.

1.4 Prix à la consommation

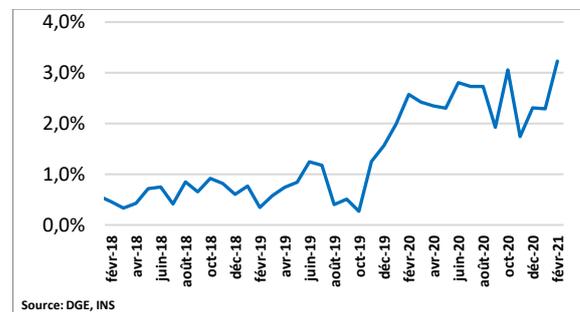
Les prix à la consommation sont marqués par la persistance de tensions sur les prix des produits comestibles qui affichent une augmentation de 4,3% en moyenne sur les deux premiers mois de l'année 2021, en glissement annuel. La hausse des prix des produits non comestibles ressort à 2,1%. Ainsi, l'indice général des prix à la consommation progresse de 2,8%.

L'accroissement des prix des produits comestibles provient de ceux des céréales non transformées (+1,6%), des poissons (+6,5%), des tubercules et plantains (+24,6%) et des viandes (+3,5%). À contrario, les prix des légumes frais se contractent (-7,1%).

Concernant les produits non comestibles, l'augmentation des prix s'explique par le renchérissement de ceux des branches « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,8%), « transports » (+2,9%), « restaurants et hôtels » (+2,8%)

et « articles d'habillements et chaussures » (+2,1%).

Graphique 4 : Evolution des prix à la consommation en glissement annuel



En termes d'origine, la hausse des prix est imputable aussi bien aux prix des produits locaux (+3,2%) qu'à ceux des produits importés (+1,2%).

1.5 Emploi

Sur le marché de l'emploi formel, le nombre de salariés à fin février 2021 croît de 6,3% pour s'afficher à 1 120 838. Cette bonne performance est due au dynamisme à la fois du secteur public (+7,2%) et du secteur privé (+6,1%) qui continue de tirer profit de la régularisation des travailleurs qui n'étaient pas déclarés à la CNPS. Comparé au mois précédent, le nombre de salariés dans le privé progresse de 0,6%.

Aussi, le marché du travail continue de bénéficier du soutien du Gouvernement aux entreprises sinistrées par la Covid-19. En effet, cet appui et la relative maîtrise de la pandémie au plan national ont permis de préserver les emplois.

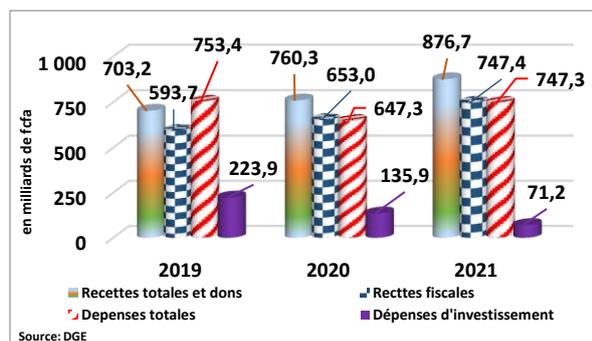
2 FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques est marquée par une hausse de 15,3% des recettes totales et dons pour s'établir à 876,7 milliards. Cette évolution provient notamment de la progression des recettes fiscales (+13,1% ; +86,7 milliards) et des

recettes non fiscales (+29,5% ; +29,4 milliards).

Le bon niveau de mobilisation des recettes fiscales est essentiellement attribuable aux droits et taxes à l'importation (+27,0% ; +55,8 milliards) et aux impôts sur les biens et services (+16,1% ; +28,7 milliards).

Graphique 5 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin février



S'agissant des dépenses totales, elles ont été exécutées à hauteur de 747,3 milliards, en accroissement de 15,4% (+99,9 milliards). Cette augmentation est attribuable aux subventions et autres transferts qui ont quasiment triplé (+196,1% ; +29,5 milliards) et aux dépenses de fonctionnement qui ont doublé (+103,3% ; +84,6 milliards) du fait de la pandémie à Coronavirus. En outre, les intérêts dus sur la dette publique croissent de 43,0% (+21,4 milliards).

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, elles accusent un repli de 43,2% (-58,7 milliards).

Il en résulte un solde budgétaire excédentaire de 129,5 milliards. Par ailleurs, l'Etat a eu recours aux marchés sous régional et international respectivement à hauteur de 339,0 milliards et 557,6 milliards (Eurobonds).

3 COMMERCE EXTERIEUR

Au mois de février 2021, en glissement annuel, le commerce extérieur hors biens

exceptionnels est marqué par une progression des exportations et des importations respectivement de 55,1% et 11,0%.

Sur les deux premiers mois de l'année, les échanges de marchandises hors biens exceptionnels en valeur enregistrent une hausse des exportations de 21,8% et une baisse des importations de 9,1%, en glissement annuel.

Les **exportations** profitent principalement d'une augmentation des ventes en valeur de **produits primaires** (+41,9%), notamment celle de cacao fèves (+50,9%) après les difficultés de commercialisation enregistrées en fin d'année 2020. Les ventes en valeur de produits transformés (+8,6%) progressent également, en lien avec la bonne tenue des exportations de cacao transformés (+16,2%) et de « matières plastiques et ouvrage en ces matières » (+14,1%).

Les **importations**, quant à elles, subissent la contraction des achats en valeur de biens intermédiaires (-42,8%) en lien avec la chute des importations de pétrole brut (-90,8%). En revanche, les achats de biens de consommation (+12,0%) et de biens d'équipement (+5,6%) augmentent en valeur sous l'effet, notamment, de la bonne orientation des importations de « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (+15,0%), de véhicules de tourisme (+37,5%), de poissons frais (+27%) et de « matériels de transport routier autres que les véhicules de tourisme » (+47,6%).

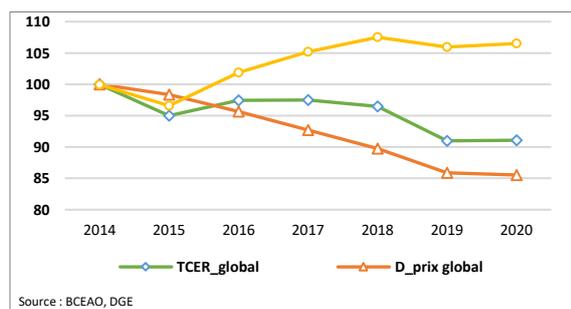
Il ressort de ces évolutions, un excédent commercial hors biens exceptionnels de 846,0 milliards contre 442,8 milliards sur les deux premiers mois de 2020. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 18,6% sous l'effet d'une

hausse des prix à l'exportation (+11,6%) et d'une baisse des prix à l'importation (-5,9%).

Au quatrième trimestre 2020, l'économie ivoirienne a enregistré un gain de compétitivité par rapport au 3^{ème} trimestre 2020. En effet, le taux de change effectif réel (TCER) s'est affaibli de 0,8%, sous l'effet d'une baisse du Taux de Change Effectif Nominal (TCEN) de 0,9% et d'une hausse de 0,2% du différentiel de prix.

Toutefois, comparativement au 4^{ème} trimestre 2019, une perte de compétitivité est enregistrée au 4^{ème} trimestre 2020, avec un TCER qui affiche une hausse de 1,3%.

Graphique 6 : Evolution trimestrielle du taux de change effectif réel



4

SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE

La situation monétaire et financière est marquée à fin février 2021 et en glissement annuel par un accroissement du financement intérieur et par un repli de l'indice boursier composite.

4.1 Situation monétaire

Les conditions de refinancement des banques restent souples dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africain (UEMOA), grâce au maintien, depuis le 24 juin 2020, des taux directeurs à leurs plus bas niveaux.

Ainsi, la masse monétaire au sens large (M2) progresse de 22,1% (+2 378,2

milliards), sous l'effet de la consolidation des actifs extérieurs nets de 56,6% (+1 388,9 milliards) et des créances intérieures de 13,4% (+1 367,1 milliards).

Les actifs extérieurs nets bénéficient de la mobilisation des ressources extérieures devant contribuer au financement des mesures prises pour faire face à l'impact de la Covid-19.

Les créances intérieures sont soutenues par la hausse des créances nettes sur l'Administration Centrale de 19,2% (+571,8 milliards) et des créances sur l'économie de 11,0% (+795,4 milliards).

Concernant la situation des institutions bancaires sur les deux premiers mois de l'année 2021, le montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires ressort en baisse de 4,1% (-34,5 milliards) en glissement annuel. Ce retrait s'explique par la contraction des crédits accordés aux « *entreprises individuelles* » (-187,4 milliards), à l'« *Etat et organismes assimilés* » (-30,7 milliards) ainsi qu'aux « *assurances et caisses de retraite* » (-22,0 milliards). Toutefois, l'impact de ces retraits a été atténué par l'accroissement des prêts accordés aux « *particuliers* » (+125,7 milliards), aux « *clients divers* » (+32,0 milliards), aux « *autres sociétés* » (+31,3 milliards), aux « *sociétés d'Etat EPIC* » (+11,4 milliards), à la « *clientèle financière* » (+3,6 milliards) et aux « *personnels des banques* » (+1,7 milliard).

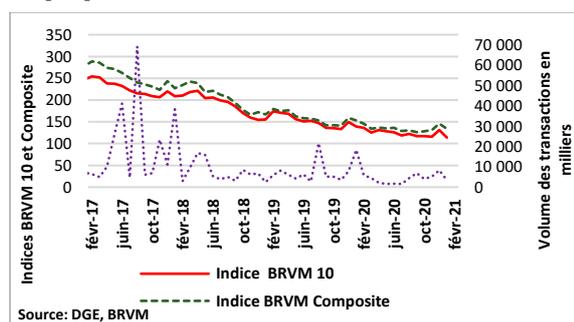
Par ailleurs, la moyenne des taux d'intérêt appliqués aux crédits ordinaires s'établit à 5,9% en diminution de 0,5 point de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2020.

4.2 Marché boursier

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) au mois de février 2021, les indices BRVM 10 et BRVM composite augmentent respectivement de 7,8% et de 3,6% en variation mensuelle.

Par contre, en moyenne sur les deux premiers mois de l'année 2021, les indices BRVM 10 et BRVM composite affichent des replis respectivement de 14,0% et 8,8% en glissement annuel. Ces reculs proviennent des secteurs de la distribution (-16,6%), des transports (-27,1%), des services publics (-17,0%) et des finances (-2,2%) alors que les indices boursiers de l'industrie (+8,7%) et de l'agriculture (+16,7%) se consolident.

Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La capitalisation boursière progresse de 21,8% sous l'effet conjugué du retrait de la capitalisation du marché des actions de 4,0% et de la progression du marché des obligations de 47,6%.

S'agissant des transactions réalisées sur ce marché, le volume transigé se contracte de 72,0% tandis que la valeur transigée s'accroît de 112,8%. Au mois de février 2021, la place financière régionale enregistre, un PER¹ moyen de 11,12 contre 11,07 en janvier 2021 et un taux de

rendement moyen de 8,0% contre 8,10% le mois précédent.

En conclusion, l'économie ivoirienne enregistre, sur les deux premiers mois de l'année 2021, une évolution favorable du secteur primaire en attendant les données de la production cacaoyère. De même, le secteur tertiaire consolide son redressement favorisé par l'allègement des mesures barrières.

Dans le secteur secondaire, l'activité industrielle est en dessous de son niveau de la période correspondante de 2020, plombée par la contreperformance des industries manufacturières et des industries extractives.

Le recours de l'Etat au financement bancaire reste important. Cependant, grâce à la disponibilité de la liquidité en relation avec l'assouplissement des conditions de financement des banques, un effet d'éviction des crédits à l'économie n'est pas à craindre.

Le pouvoir d'achat des ménages est affecté par les tensions persistantes sur les prix à la consommation.

Les perspectives de croissance au niveau mondial et national sur le reste de l'année sont bonnes mais fortement dépendantes de l'efficacité des vaccins approuvés qui permettra de maîtriser la pandémie. En effet, les nouvelles vagues d'infection et de nouveaux variants du virus, l'imposition de nouveaux confinements, les difficultés logistiques de la distribution des vaccins et l'incertitude entourant leur acceptation suscitent des inquiétudes.

¹ Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

Tableau de bord

	Fév.-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv.-21	fév.-21	Variations en glissement (cumul de la période)
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-13,0%	-24,1%	-34,9%	-32,7%	-32,4%	-25,6%	-13,8%	11,8%	-1,8%
Cours du cacao	20,4%	7,0%	6,7%	-5,9%	-6,4%	-1,5%	-8,1%	-11,4%	-9,8%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-3,9%	6,3%	7,2%	6,5%	7,1%	9,5%	9,6%	10,9%	10,3%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)	0,0%	nd ²	42,4%	nd	nd	1,4%	nd	nd	nc ³
Café (données trimestrielles)	0,0%	nd	-75,7%	nd	nd	580,0%	nd	nd	nc
Coton	12,1%	nd	0,0%	nd	nd	12,9%	6,1%	10,0%	7,9%
Anacarde	0,0%	94,1%	950,0%	1281,6%	17916,2%	0,0%	nc	275,0%	275,0%
Secondaire									
IHPI global							-9,6%	-4,7%	-7,2%
IHPI hors extraction							-9,4%	-4,6%	-7,1%
Industrie manufacturière							-12,6%	-6,5%	-9,7%
Electricité, gaz							5,4%	3,5%	4,5%
BTP	12,1%	5,1%	3,7%	-18,1%	-57,9%	10,3%	nd	nd	nc
Production d'électricité	11,6%	9,7%	8,3%	9,6%	3,1%	3,7%	5,4%	-3,0%	1,2%
Production de produits pétroliers	-8,2%	-23,9%	1,1%	-23,9%	-17,1%	16,7%	-22,6%	14,1%	-22,6%
Pétrole brut	-20,6%	-18,1%	-13,0%	-10,7%	-7,1%	-7,2%	-18,2%	-15,0%	-16,8%
Gaz naturel	7,3%	8,1%	11,4%	13,1%	-0,5%	-1,7%	-0,4%	-3,1%	-1,7%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	3,3%	-1,9%	1,5%	-0,6%	-4,1%	2,2%	7,8%	13,9%	10,8%
Trafic global maritime	17,8%	1,7%	-2,7%	5,1%	-0,9%	8,3%	22,1%	-6,6%	5,7%
Total voyageurs aérien	5,3%	-67,2%	-57,9%	-52,3%	-60,4%	-40,7%	-36,3%	-46,4%	-41,3%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-6,6%	-10,9%	14,3%	9,4%	21,8%	18,0%	11,7%	8,1%	9,9%
Echanges extérieurs									
Exportation en volume	-5,7%	5,9%	7,7%	14,0%	-19,8%	2,9%	-11,1%	11,8%	9,1%
Importation en volume	0,8%	20,0%	1,3%	31,4%	46,5%	55,7%	-24,3%	19,6%	-3,4%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	0,4%	-6,9%	6,0%	2,6%	-2,3%	8,9%	-4,9%	55,1%	21,8%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	-6,5%	6,9%	-8,6%	5,4%	5,8%	15,8%	-24,9%	11,0%	-9,1%
Solde commercial (en milliards CFA)	201,70	-53,19	-37,64	22,24	229,22	274,01	340,78	340,78	846,02
Financement									
Masse Monétaire (M2)	10,9%	18,2%	18,7%	21,9%	15,1%	21,1%	17,6%	22,1%	22,1%
Actifs Extérieurs Nets	36,5%	57,7%	49,6%	37,1%	27,2%	25,7%	20,5%	56,6%	56,6%
Créances intérieures	4,9%	9,9%	9,8%	15,3%	10,4%	17,6%	15,8%	13,4%	13,4%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	21,6%	15,6%	21,7%	36,1%	33,9%	40,0%	42,2%	19,2%	19,2%
Créances sur l'économie BRVM composite	-0,8%	7,5%	4,9%	7,1%	1,4%	9,2%	5,9%	11,0%	11,0%
BRVM composite	-18,5%	-14,7%	-11,3%	-9,6%	-7,6%	-8,7%	-12,4%	-5,0%	-8,8%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	4,7%	15,8%	12,9%	9,5%	6,5%	21,9%	19,2%	10,9%	15,3%
Dépenses totales & Prêts nets	-21,8%	63,0%	55,5%	47,8%	29,4%	33,0%	26,3%	7,8%	15,4%
Investissement public	-39,9%	139,1%	112,5%	178,3%	9,7%	33,0%	189,2%	-62,9%	-43,2%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-24,02	-225,68	-162,72	-199,56	-290,49	-93,83	144,22	-14,76	129,46
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,6%	2,7%	1,9%	3,1%	1,7%	2,3%	2,3%	3,2%	2,8%
Indice des biens alimentaires	5,4%	4,6%	2,3%	5,0%	2,1%	2,8%	3,2%	5,6%	4,4%
IHPC hors biens alimentaires	1,4%	2,0%	1,8%	2,2%	1,6%	2,1%	1,9%	2,2%	2,1%
Emploi									
Salariés secteur formel	2,5%	4,9%	6,0%	6,5%	5,6%	6,1%	+6,2%	6,3%	6,3%
Salariés secteur formel privé	2,0%	4,6%	5,6%	6,0%	4,7%	5,5%	+5,7%	6,1%	6,1%

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)
 Tel: (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Date de publication : 23 avril 2021

Pour en savoir plus :

Sous-Direction de la Conjoncture

Email : sdc.dppse@dge.gouv.ci

Tel : +(225) 2720200924/2720200925

² nd : non disponible

³ nc : non calculé